

**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

**ZAC Port Marianne - Parc Georges Charpak à Montpellier
Constitution d'une servitude de passage, en tréfonds de la parcelle SB n° 115,
d'un réseau d'électricité au bénéfice de la Société Enedis**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les travaux d'aménagement de la ZAC Port Marianne induisent la constitution d'une servitude de passage d'un réseau d'électricité en tréfonds de la parcelle cadastrée section SB n° 115, propriété de la Ville de Montpellier.

La parcelle cadastrée section SB n° 115, d'une contenance de 14 962 m², constitue à ce jour une partie du Parc Georges Charpak.

Eu égard à l'intérêt que constitue le confortement de la desserte en électricité de ce secteur, il est proposé d'accepter ladite constitution de servitude sollicitée par la société Enedis moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cinquante euros.

Par ailleurs, les délais de rédaction de l'acte notarié nécessaire à la publication de la servitude, étant relativement longs, la Commune pourrait accepter que la Société Enedis engage la réalisation des travaux dès la signature de la convention de constitution de servitude.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle section SB n° 115 d'un réseau d'électricité conformément à la convention et au plan joints,
- D'autoriser la réalisation des travaux dès la signature de la convention précitée dans l'attente de la signature de l'acte notarié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet Convention.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190927-97846-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/10/19
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.